



La Liberté
1700 Fribourg
026/ 426 44 11
www.laliberte.ch/

Genre de média: Médias imprimés
Type de média: Presse journ./hebd.
Tirage: 38'423
Parution: 6x/semaine

Page: 2
Surface: 282'458 mm²

Ordre: 1086479
N° de thème: 377.021
Référence: 73594756
Coupure Page: 1/6

Les partis nationalistes devraient sortir renforcés des élections européennes qui commencent demain, malgré la chute du chef de file autrichien Strache et les difficultés à fédérer les troupes. Jusqu'où iront-ils?

PIMENT POPULISTE AUX ÉLECTIONS



Geert Wilders, Matteo Salvini et Marine Le Pen, les ténors de l'alliance des nationalistes européens rassemblés à Milan samedi dernier. Il faudra compter sans Viktor Orban. Keystone



« THIERRY JACOLET

Elections » Si le Parlement européen était une pizzeria, l'indétrônable margherita du Parti populaire européen (PPE, démocrate-chrétien) et la traditionnelle prosciutto des Socialistes et démocrates (S & D) feraient office de spécialités de la maison. Mais à l'heure des commandes, une pizza fait toujours plus saliver une partie des 426 millions d'électeurs européens: la diavola.

Ce plat au salami piquant présenté par les partis populistes pimente les élections européennes qui se tiendront demain jusqu'au 26 mai. Trop, au goût des Autrichiens qui ont sanctionné le vice-chancelier Karl-Heinz Strache, impliqué dans le scandale d'Ibiza révélé vendredi. Le chef du FPÖ a entraîné dans sa chute tous les ministres du parti d'extrême droite. Pas de quoi freiner les commandes de diavolas pour autant...

1 Pourquoi ce scrutin est-il si important?

Les populistes ont beau détester tout ce qui se rattache à Bruxelles, ils ont besoin des élections européennes. «Elles servent de tribunes à leurs idées, afin de les diffuser auprès des opinions publiques», observe Stéphane François, chercheur associé au GSRL (Groupe société, religions, laïcité), à Paris, spécialiste des radicalités. «Une fois élus, ces europhobes cherchent à les imposer à l'UE.

D'une certaine façon, il s'agit d'une volonté et d'une stratégie de subversion des institutions et des valeurs européennes.»

Cette campagne devait aussi servir de ferment aux partis de la droite radicale. «Patriotes de tous les pays, unissez-vous!» haranguait Jean-Marie Le Pen en 1996, appelant à une confédération nationaliste européenne. Sous les couleurs du Rassemblement national (ex-Front national), sa fille Marine continue de faire passer le message aux cotés de Matteo Salvini, chef de la Ligue du Nord. Le duo tente de fédérer les troupes d'extrême droite dans un «supergroupe parlementaire» à Strasbourg.

2 Pourquoi pas de front commun?

Viktor Orban a été le grand absent de la photo de famille de la droite radicale européenne samedi dernier à Milan. Désigné pièce maîtresse du dispositif qui agrège une dizaine de partis, le dirigeant hongrois du Fidesz a refusé, ne voulant pas être associé à un boulet comme le RN à la réputation désastreuse et prorusse. Pareil pour le Parti droit et justice (PiS) du Polonais Jaroslaw Kaczynski.

«D'une manière générale, ces formations ne parviennent pas à s'entendre, estime Stéphane François. Chacun veut être leader du mouvement. Ces partis peuvent discuter d'une seule voix au Parlement européen ou sur des thèmes comme l'Europe et les immigrés, mais pas plus.» Même si le futur groupe de Salvini et Le Pen perd un peu de sa superbe, les formations populistes pourraient faire main basse sur 173 sièges à Strasbourg, selon les projections, contre 154 en 2014 sur

751 sièges.

3 Sont-ils bien ancrés en Europe?

Un quart des Européens votent populiste. Ils n'étaient que 7% il y a 20 ans. En Italie, en Hongrie, en République tchèque ou en Grèce, ils sont plus de 40%. Incarnation de cette montée en puissance, le PiS: de 9,5% en 2001, il est passé à 37,6% en 2015. C'est d'ailleurs à l'est que le populisme est le mieux implanté. Ces pays qui ont renoué avec les vieux démons nationalistes ne se sentent toujours pas membres «premium» du club de l'UE.

Les populistes gouvernent dans la moitié des quinze pays d'Europe de l'Est, façon Viktor Orban, en Hongrie, ou Andrej Babis, en République tchèque. Du côté occidental, certains partis se contentent de jouer les minorités de blocage, d'autres gouvernent dans une coalition. «Ils ont du mal à accéder au pouvoir, car ils sont trop protestataires», relativise Stéphane François. «C'est le cas du PV de Geert Wilders, aux Pays-Bas. Il n'a pas dans ses rangs de cadres du gouvernement et ne peut franchir la dernière marche.»

4 Pourquoi ont-ils le vent en poupe?

Les partis populistes ne sont jamais aussi pétulants qu'en période de troubles et d'insécurité. Et ils ont été servis depuis le début du siècle: crise géopolitique depuis 2001, économique et financière en 2008, de la dette et des institutions européennes en 2010, des migrants en 2015... Si les premiers succès électoraux datent des années 1980, ils deviennent des partis de premier



plan au tournant des années 2000.

«Il y a une sorte de renaissance et de continuité tant pour les partis existant depuis longtemps sous le même nom que pour ceux qui en ont changé», résume Damir Skenderovic, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Fribourg, spécialiste du populisme. Le FPÖ, la Ligue du Nord ou encore le Rassemblement national ont trouvé une seconde jeunesse. D'autres formations sont nées des crises (Syriza et Aube dorée en Grèce, l'AfD en Allemagne...).

Ces factions ont réussi là où les partis traditionnels ont échoué: donner des réponses simples et concrètes à tous ceux qui se sentent menacés dans leur pré carré (travail, conditions de vie, repères culturels, etc.), à commencer par les perdants de la mondialisation. Les populistes ont réussi le tour de force de devenir présentables aux électeurs.

«Il y a un processus de normalisation des partis populistes de droite», analyse Damir Skenderovic. «Ils ont travaillé leur image, leur discours. Ils essayent de se présenter d'une façon moins radicale, plus lisse. En même temps, leurs idées, leur agenda et leurs buts sont restés les mêmes.» Même les coups de gueule de leurs ténors dissonent moins dans le concert politique, à force d'être banalisés. »



«Il y a un processus de normalisation des partis populistes de droite»

Damir Skenderovic

«LEUR BUT EST DE COURT-CIRCUITER LA DÉMOCRATIE ET LES ÉLITES»

Le populisme fait office de fourre-tout pour désigner les partis qui rejettent les élites et le système, qu'ils soient d'extrême droite ou se revendiquent de l'anarcho-gauchisme. «Ce sont des partis attrape-tout qui hument l'air du temps et s'arrogent des thématiques», souligne Stéphane François, chercheur associé au GSRL (Groupe société, religions, laïcité), à Paris. «Leur but est de court-circuiter la démocratie et les élites. Derrière le rejet de ces élites, il y a une volonté d'essentialiser le peuple et de l'uniformiser. Quand le populisme prend son essor, c'est qu'il y a une crise du système de représentation.» Les dirigeants de l'UE sont ainsi accusés d'être des technocrates déconnectés de la réalité et des citoyens.

Les populistes auraient pu reprendre à leur compte cette citation de Sartre: «L'enfer, c'est les autres.» Bien souvent l'étranger est le bouc émissaire tout désigné. «Ces formations partagent une idéologie xénophobe allant jusqu'au racisme, analyse Damir Skenderovic. Ils sont fortement islamophobes, ce qui les lie sur le plan européen.» Les populistes se différencient au niveau de leur ligne politique nationale. «Chaque parti est centré sur son pays, poursuit l'historien. Ils évoquent des menaces et des dangers pour la communauté nationale qu'ils prétendent défendre. Ils utilisent l'histoire nationale pour légitimer leurs propos actuels. Ils adressent leur message nationaliste et antieuropéen à un électoral national.» TJ



L'Union européenne joue à se faire peur

Le scrutin marquera la fin de la domination des grands partis et la percée des populistes.

Quelque 426 millions d'électeurs seront appelés, dès demain, à renouveler les 751 membres du Parlement européen. Ironie du sort, le bal sera ouvert par le Royaume-Uni en plein Brexit, et les Pays-Bas. Il sera clos dimanche soir par la majorité des Etats membres de l'UE. Leur valse marquera la fin de l'archidomination des partis conservateur et socialiste sur la scène de l'Union. En parallèle, les mouvements nationalo-populistes et d'extrême droite de tout poil devraient sortir de l'ombre.

Comme d'habitude, la campagne électorale qui a précédé le scrutin, qui aura lieu du 23 au 26 mai, aura été «ambiguë», analyse Eric Maurice, qui dirige l'antenne bruxelloise de la Fondation Robert Schuman, à Bruxelles. Elle a été marquée d'une part par un débat d'idées très institutionnel entre les candidats des partis européens choisis pour succéder au Luxembourgeois Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission européenne le 1^{er} no-

vembre, et d'autre part par des enjeux très nationaux. La lutte contre le réchauffement climatique en fait partie. «En France, par exemple, tous les partis se sont verdis, poursuit le spécialiste. Mais c'est loin d'être le cas dans d'autres Etats.»

Quelle importance, de toute façon? Les dernières projections de votes, publiées par le site d'informations Politico, qui a pignon sur rue, indiquent que le Parti populaire européen (PPE, démocrate-chrétien) et le groupe des «Socialistes et démocrates» (S&D) ne parviendront plus à former à eux seuls une majorité virtuelle capable de dicter sa voix à Strasbourg – le Parlement européen est, dans la majorité des domaines, le colégislateur de l'UE, aux côtés du Conseil des ministres des Vingt-Huit. Selon Politico, le PPE occupera toujours la majorité des sièges (168, perte de 48) devant le S&D (147, +39). Les deux partis devront donc former une entente avec les libéraux que devrait renforcer la Renaissance d'Emmanuel Macron (105, +37) et/ou les écologistes (55, -3) afin de former

une majorité, qui sera de toute façon instable, en fonction des sujets.

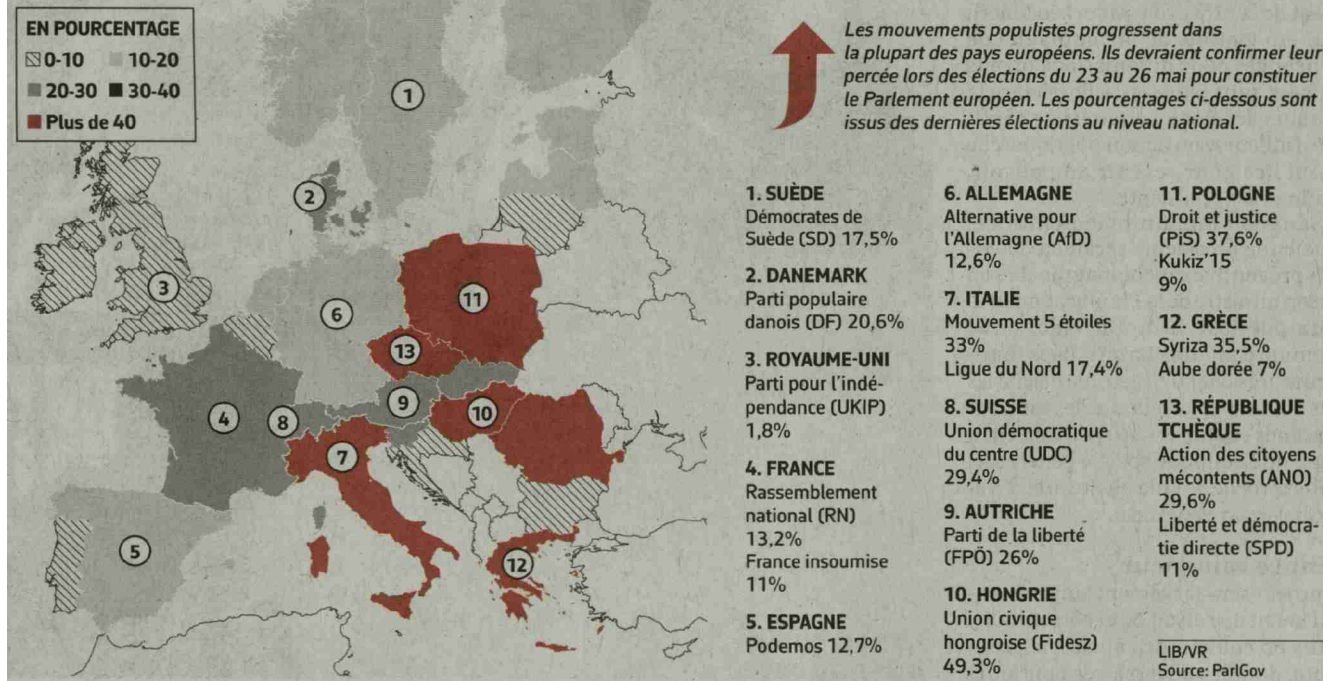
Les sondages d'opinion prédisent en parallèle une percée des mouvements eurosceptiques, nationalo-populistes et d'extrême droite. Au total, ces groupes pourraient séduire près d'un tiers des électeurs européens, au sein de trois partis et des «non-inscrits». Toutefois, «ils sont tellement fragmentés et minoritaires qu'il est difficile d'imaginer qu'ils puissent bloquer le processus législatif européen», souligne Eric Maurice. «C'est une minorité qui ne pourra faire que du bruit ou ralentir le travail.»

Cet objectif sera-t-il remis en question par le séisme politique qui secoue l'Autriche, où la droite conservatrice (ÖVP) et l'extrême droite (FPÖ) ont mis fin à leur coalition? «D'un point de vue arithmétique, cela ne changera sans doute pas grand-chose, soutient Eric Maurice. Peut-être le FPÖ perdra-t-il quelques plumes en Autriche. Mais son poids sur l'échiquier européen est de toute façon minime, et les enjeux de la crise autrichienne ne porteront pas à conséquence dans les autres pays de l'UE, en raison des thèmes très nationaux qui y sont développés.» »

TANGUY VERHOOSSEL, BRUXELLES



LA PERCÉE POPULISTE EN EUROPE



BIEN SURVEILLÉES

Les fake news ont moins pesé sur les élections européennes que sur les présidentielles brésilienne et américaine. Il faut dire que Bruxelles a pris au sérieux l'influence des algorithmes et des réseaux sociaux sur la campagne, selon Jérôme Duberry, enseignant-chercheur au Centre Dusan Sidjanski, GSI, Université de Genève, spécialisé dans les technologies numériques.

Dans quelle mesure les populistes ont-ils brouillé la campagne des européennes à coups de fake news?

Jérôme Duberry: Il n'y a pas eu de grands scandales durant la campagne, mis à part l'affaire Strache en Autriche. Mais une chose est sûre: des fausses nouvelles circulent sur les réseaux sociaux, et les partis d'extrême droite avaient clairement affiché leur souhait d'utiliser les

mêmes techniques et technologies numériques que pour le Brexit et l'élection de Trump.

Le dispositif européen anti-fake news de l'UE a-t-il fait ses preuves?

Il est trop tôt pour répondre définitivement à cette question, mais c'est en tout cas rassurant de voir que l'UE a pris la mesure du danger avec les nouvelles technologies, en mettant en place un plan d'action contre les fausses informations en décembre 2018. Tous les pays ont été touchés par le phénomène lors des élections nationales ces dernières années. Comme les démocraties sont plus vulnérables et perméables, les Etats sont vraiment sur le qui-vive. Les élections sont sous haute surveillance. Elles vont prendre la forme d'un stress test des démocraties européennes.





Quels pays ont-ils été pris pour cible lors de la campagne?

Ceux des grands mouvements populistes comme l'Italie, la France, les Pays-Bas ou la Hongrie. Le dirigeant hongrois Viktor Orbán y a par exemple beaucoup recouru au sujet de l'immigration.

Quelle a été l'influence de la Russie?

En quatre ans, le site EU vs désinformation affirme avoir démonté plus de 5000 fausses informations, principalement liées à Moscou...

Il est très difficile de réellement savoir d'où vient la désinformation. On sait que la Russie a annoncé en 2012 son intention d'utiliser les nouvelles technologies pour avoir de l'influence. Mais cela passe par des intermédiaires difficiles à identifier. Concernant l'UE, certains pays étrangers dont la Russie mais aussi les États-Unis ont intérêt à voir une Europe économiquement forte mais politiquement chancelante.

Pourquoi les fausses informations sont-elles l'arme favorite des populistes?

Parce que leurs électeurs sont souvent convaincus.

De plus, ils ont un regard très critique sur les mé-

dias, et auront plutôt tendance à croire le leader du parti politique de leur choix plutôt qu'une explication rationnelle issue d'un long travail d'investigation journalistique. Les populistes donnent des réponses simples à des problèmes complexes. Ils disent ce que les gens souhaitent entendre.

Comment procèdent-ils?

Une information, vraie ou fausse, est perçue comme de plus en plus vraie, à force d'être répétée. Donc plus une fausse nouvelle est répétée, plus nous la croyons vraie, car nous nous rappelons l'avoir déjà vue ou entendue quelque part, sans nécessairement nous rappeler qu'elle était fausse. Lors d'une élection, notre choix se construit à la suite de micromoments pendant lesquels nous consultons les réseaux sociaux sur notre smartphone. Comme notre attention est captée en permanence, nous nous basons sur ce que nous voyons. Il n'y a plus nécessairement de débat ou de réflexion profonde, d'autant que les réseaux sociaux nous présentent les informations qui sont en accord avec ce qu'on pense. » **THIERRY JACOLET**